

meilleur rendement, mais quelques-unes de ces entreprises sont actuellement grevées de dettes allant parfois jusqu'à \$120,000. Leurs avoirs en machines usagées ne couvriraient même pas la centième partie de leurs dettes.

Supposons monsieur l'Orateur que le prix de revient d'un produit agricole soit de \$1 et le prix de vente de 95 cents; je suis persuadé que si l'agriculteur réussissait à doubler son rendement et à offrir le même produit à 50 cents, son prix de vente ne serait que de 45 cents, compte tenu de la situation actuelle du marché, il ne serait donc pas plus avancé. En outre les denrées alimentaires ne coûteraient pas moins cher au consommateur, car les gains dus au meilleur rendement des producteurs du secteur primaire auraient été absorbés par la hausse des frais de distribution et de transformation. L'article du *Reader's Digest* nous donne un exemple de cela également et je cite le passage suivant:

... bien rares sont les citoyens capables de s'imaginer le peu d'argent que leurs produits alimentaires rapportent aux agriculteurs. En voici un exemple: des petits pois de première qualité n'ont rapporté, une fois écosés et prêts à être mis en boîte que \$120 la tonne à un producteur du Québec en juillet 1971—soit 6 cents la livre. En 1971, les producteurs du comté d'Essex, en Ontario n'ont touché que \$1.50 le boisseau pour leur maïs potager. Un exemple nous donne une idée de l'écart entre ce prix et celui que la maîtresse de maison paye chez l'épicier, c'est celui du fermier qui avait acheté suffisamment de flocons de maïs pour remplir un boisseau et qui s'est rendu compte que cela lui coûtait \$26.75!

Sur les 2.1 milliards dépensés pour les denrées alimentaires canadiennes en 1949, les agriculteurs ont touché 1.2 milliard, soit 57 p. 100. En 1969, année où les consommateurs ont dépensé 6.4 milliards, les agriculteurs n'ont reçu que 2.9 milliards, soit 45 p. 100 seulement. Il est clair qu'une proportion de plus en plus grande de l'argent dépensé pour les produits alimentaires va à l'industrie de transformation et à la commercialisation, dont le revenu s'établissait en 1969 à 3.5 milliards—soit un demi-milliard de plus que ce que touchaient les producteurs du produit de base.

On prétend souvent que la serveuse d'un restaurant moyen, compte tenu du repas, touche comme pourboire plus d'argent que le producteur primaire pour les produits qui composent le repas.

M. Osler: D'ordinaire, elle a aussi meilleure apparence.

L'hon. M. MacLean: Oui, mais les cultivateurs ne se livrent pas à l'agriculture pour des raisons d'apparence.

M. Whelan: Mais énormément de cultivateurs ont bonne apparence.

L'hon. M. MacLean: Pour montrer quel pourcentage de l'argent dépensé pour l'alimentation par les ménagères revient aux producteurs primaires, je cite des chiffres de l'année 1971. Pour le consommateur, le coût moyen d'un pain de 16 onces était de 21c., sur quoi le cultivateur a touché 2c. Le consommateur a payé pour une livre de porc de 59c. à 95c., dont le producteur n'a touché que 22c. La douzaine d'œufs a coûté au consommateur 47c., mais là-dessus le producteur n'a obtenu que 25c. Une caisse de pommes de 42 livres a coûté au consommateur \$5.50, mais la rémunération du producteur n'a été que de \$1.92. Une boîte de 48 onces de jus de pomme en conserve a coûté au consommateur 40c., mais la part du producteur n'a été que de 7c. Sur les 35c. que le consommateur a payés pour la pinte de lait, le cultivateur n'a reçu que 17c.

Il me semble qu'un grand nombre des organisateurs de nos politiques agricoles actuelles, quels qu'ils soient, tirent la plupart de leurs idées des manuels qu'on a abandonnés en Europe orientale il y a une dizaine d'années. L'immense ferme collective industrialisée, autrefois la marotte en Europe orientale, ne s'est pas avérée aussi souhaitable

et aussi rentable que les économistes théoriciens voulaient nous le faire croire.

De nouveau, je cite un passage de l'article de M. Green: Peut-être nos organisateurs agricoles devraient-ils pour un instant cesser d'encourager la survivance du plus fort et se rappeler que l'agriculture danoise, peut-être la plus progressiste d'Europe, est encore dans une bonne mesure entre les mains des familles; que l'Union soviétique, après avoir beaucoup mis l'accent sur l'exploitation collective, a dû permettre aux ouvriers agricoles de cultiver des lopins individuels de terre pour leur usage et leur bénéfice personnels; que la force de la nouvelle Chine découle largement de la production des paysans qui conservent encore une part des terres.

• (1600)

Les prétendus avantages de la production en grand ne constituent pas la seule façon de s'attaquer aux problèmes des agriculteurs. Je soutiens que ce n'est pas la seule solution, et j'irais même jusqu'à dire que ce n'est pas du tout une solution. Le temps me donnera raison. Depuis plus de 20 ans, les cultivateurs ont davantage augmenté leur productivité que la majorité des autres industries sans en avoir tiré d'avantages, pas plus que les consommateurs, étant donné que leurs économies ont été englouties par la montée en flèche des frais de transport et de distribution. Ces frais sont plus élevés en cas de spécialisation poussée. Par exemple, les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard mangent des carottes provenant du Texas et des dindes de Californie. Ce ne sont pas tant les cultivateurs hautement mécanisés de Californie ni les consommateurs de l'Île-du-Prince-Édouard qui en profitent, mais plutôt les réseaux de transport et de distribution.

Je ne pense pas non plus que le gigantisme agricole accroisse l'efficacité. La nature déteste voir de grandes superficies ensemencées du même produit et provoque toutes les épidémies et maladies possibles pour une plante. Ces grandes superficies invitent les invasions d'insectes auxquelles on doit faire face par une utilisation excessive d'insecticides et autres produits chimiques dangereux. Il s'ensuit que la production massive de produits périssables entraînent un traitement excessif pour les protéger. Le résultat en est que, en Amérique du Nord, de plus en plus de consommateurs consomment des produits hautement traités—et les nutritionnistes en conviendront—qui ne sont pas aussi sains pour l'homme que des produits frais. Je pense qu'il est possible, comme en Europe, de produire des produits périssables à proximité de leur lieu de consommation afin de faire profiter le consommateur d'un produit frais et non congelé ou excessivement traité. Plus étendue est la région de monoculture, surtout s'il n'y a pas rotation, plus l'équilibre naturel est compromis, ce qui oblige à une utilisation excessive d'engrais chimiques, d'insecticides, de fongicides et autres produits chimiques qui, à la longue, empoisonnent toute notre biosphère.

Je vois d'un mauvais œil ce programme tant vanté d'aide aux petits agriculteurs, car j'en ai vu des exemples dans ma province où les spécialistes, qui croient que l'unique solution réside dans l'ampleur des entreprises, tentent d'acheter les fermes marginales. Pour les agriculteurs dont la vie active tire à sa fin, c'est une bonne affaire, et ils ont le droit d'en profiter. A mon humble avis, cependant, cela ne résoudra pas les problèmes des agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard ou d'ailleurs. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, un programme vise à réduire de 6,000 à 2,500 le nombre des agriculteurs. Je prédis que, le cas échéant, les 2,500 agriculteurs restants devront travailler davantage, produire davantage de denrées pour moins de bénéfices, auront la vie moins facile et s'endetteront